

BIENNE :
MAJORITE SOCIALISTE
A L'EXECUTIF,
LE PSO ENTRE
AU CONSEIL DE VILLE

Le N° 1,50 Fr. N° 242 22 novembre 1980

douzième année

la brèche

organe bimensuel du
Parti Socialiste Ouvrier (ex-LMR)
section suisse de la IV^e Internationale

LES TYPOGRAPHES DOIVENT GAGNER, UNITE DU MOUVEMENT OUVRIER !

La grève des typographes a été un premier succès. Depuis le refus du nouveau contrat par la majorité des syndiqués, au printemps dernier, l'association patronale des arts graphiques ASAG n'a cessé de durcir le ton. Refus de garantir le recyclage alors que les restructurations suppriment les anciennes professions. Proposition d'égaliser les salaires entre hommes et femmes... à condition

suite en page 3



POLOGNE

Solidarnosc

de notre envoyé spécial

GDANSK, lundi 10 octobre. On attend la décision de la Cour suprême de Varsovie. Puis, vers 14 heures, un bref coup de téléphone arrive de Varsovie : "ils ont cédé !". La méfiance l'emporte sur la joie, on se souvient de la journée du 24 octobre, quand la première nouvelle a été démentie quelques heures plus tard.

Enfin, un responsable de la branche santé apporte plus de détails : le procureur général avait déclaré que le tribunal de Varsovie avait outrepassé ses droits en rajoutant des paragraphes aux statuts, la Cour a donc cassé cette décision. Les statuts de Solidarnosc ont été enregistrés, les accords de Gdansk y figurent en annexe. A l'hôtel Morski, c'est la détente : "nous avons montré qui était le plus fort..."

Mais, contrairement à la journée du 24 octobre, ce n'est pas l'explosion de joie. Un pas très important a été franchi, certes, mais tant de choses restent à faire. Et on se répète cette phrase de Walesa à sa sortie du tribunal : "Je suis très content, mais ce n'est qu'un premier pas dans l'organisation de Solidarnosc. Nous avons encore beaucoup de travail."

suite en page 2

EDITORIAL

Les typos doivent gagner,
Unité du mouvement ouvrier

3

SOCIAL

Piquet de grève
"Danger : syndicat combatif"
FOBB : le projet de convention est rejeté
"Lausanne bouge" : vaincre
la répression et l'isolement

4

4

6

6

POLITIQUE

Congrès du PSS : une simple fête
de fin d'année
Editeurs de journaux et liberté
d'expression : bande de tartuffes
Bienne : majorité socialiste à l'exécutif
— le PSO entre au Conseil de ville
Conseil d'Etat genevois : gouverner
avec les bourgeois ?

5

5

7

7

INTERNATIONAL

POLOGNE : Solidarnosc s'est imposée
Les salaires n'ont cessé de diminuer
USA : après la victoire de Reagan
IRLANDE : ils sont en danger de mort

2

3

8

8

abonnez-vous

Abonnements à la Brèche :

6 mois, enveloppe ouverte : fr. 22,50
une année, enveloppe ouverte : fr. 45.—
une année, enveloppe fermée : fr. 55.—
une année, étranger (Europe) : fr. 80.—
Outre-mer : prendre contact avec nous
abonnement de soutien : fr. 100.—

(Préciser le type d'abonnement)

Pour toute correspondance : Case postale
1 000 Lausanne 17 CCP 10-25 669

Ed. resp. C.A. Udry — Imprimerie Cedips, Lausanne

SI NOS ACTIVITES ET
NOTRE POLITIQUE
VOUS INTERESSENT :

prenez contact

PARTI SOCIALISTE OUVRIER
Section suisse de la IV^e Internationale
Adresses des sections romandes et tessinoises

case postale 13, 2 500 Bienne 4 (032) 22 95 47
case postale 829, 2 301 La Chaux-de-Fonds
case postale 59, 2 800 Delémont 1
case postale 28, 1 700 Fribourg 6
case postale 858, 1 211 Genève 3 (022) 20 68 02
case postale 592, 1 000 Lausanne 17 (021) 23 05 91
case postale 32, 2 000 Neuchâtel 2 (038) 24 25 23
casella postale 225, 6 901 Lugano

Solidarnosc S'EST IMPOSE

La preuve, le soir même, la télévision polonaise a rendu compte d'une manière tout à fait particulière de l'événement. Un des journalistes devait même dire que "le syndicat avait reconnu le rôle dirigeant du parti", un faux grossier qui a soulevé la colère des travailleurs. Et si, ces deux derniers mois, Solidarnosc s'est surtout appliquée à construire le rapport de forces, et les deux dernières semaines à préparer la grève pour le cas où... l'officialisation définitive du syndicat met à nu de nombreuses questions qu'il faudra régler. L'accès aux médias, la loi sur le droit de grève, l'application des accords de Gdansk, en ce qui concerne l'augmentation des salaires — autant de problèmes immédiats qui pourront, autant que la question de l'enregistrement, donner lieu à un affrontement.

Un mouvement fort et déterminé

En faisant monter la vapeur, la bureaucratie a certainement réussi à retarder l'organisation du syndicat, à bloquer les débats, à polariser l'attention sur la question de l'affrontement. Mais elle a surtout réussi à faire l'unanimité contre elle : à Gdansk, selon un sondage du MKZ (comité syndical interentreprises), plus de 80 o/o des travailleurs voulaient faire la grève. Il en était de même à Szczecin, où, pourtant, les bons rapports avec les autorités locales aidant, on était plus porté sur des solutions de compromis à la mi-octobre. (...)

La situation s'est tendue de jour en jour à la veille de la décision de la Cour suprême. Vendredi, les travailleurs de la santé ont demandé à rencontrer les membres du gouvernement pour négocier leurs revendications. Une grève d'une heure des transports de Gdansk, Gdynia, et Sopot les appuyait. Mais ces négociations sur les salaires, les conditions de travail, le recrutement, la gratuité des médicaments n'ont rien donné.

Le ministre s'est montré odieux, répondant par des "boutades". Celles-ci par exemple : à la revendication d'une diminution de 50 o/o des prix des transports pour les médecins et les enseignants, le ministre a répondu : "je ne vois pas à quoi ça sert !". Des médicaments gra-

tuits ? "Vous les avez dans les hôpitaux !". Les augmentations des salaires pour le personnel ? "Vous gagnez déjà 3 000 zlotys, on vous a augmenté de 1 000 zlotys en septembre, mais qu'est-ce que vous voulez de plus ?", etc.

Et depuis vendredi, ce sont 1 500 étudiants de l'école de médecine qui se sont déclarés en grève avec occupation pour soutenir les travailleurs de la santé, qui, eux, ne peuvent débrayer. Les ouvriers des sucreries occupent la maison de la culture à Pruszc Gdanski et 120 instituteurs ont commencé une grève de la faim dans les locaux de la préfecture de Gdansk, qu'ils occupent.

La volonté d'en découdre

La reconnaissance du syndicat étant acquise, Solidarnosc pourra se consacrer à sa structuration. Les circulaires réglementant les élections syndicales ont déjà été envoyées et discutées depuis deux semaines, et tout est prêt pour que les directions provisoires fassent place à celles qui seront issues des élections. Ce sera l'occasion pour les militants de débattre les questions laissées en suspens et en particulier celle, brûlante, des so-

lutions à la crise économique qui secoue la Pologne.

Les deux semaines de préparation à l'affrontement ont également permis au syndicat de faire avancer les discussions sur la place de Solidarnosc.

L'une des principales questions, que certains posent déjà, et à laquelle le mouvement devra apporter une réponse dans les mois qui viennent est : "Peut-on institutionnaliser, stabiliser un compromis entre un syndicat qui défend les intérêts de la masse des travailleurs, et la bureaucratie qui ne cherche qu'à maintenir ses privilèges et qui, en perdant le contrôle de la classe ouvrière, scie la branche sur laquelle elle est assise ?"

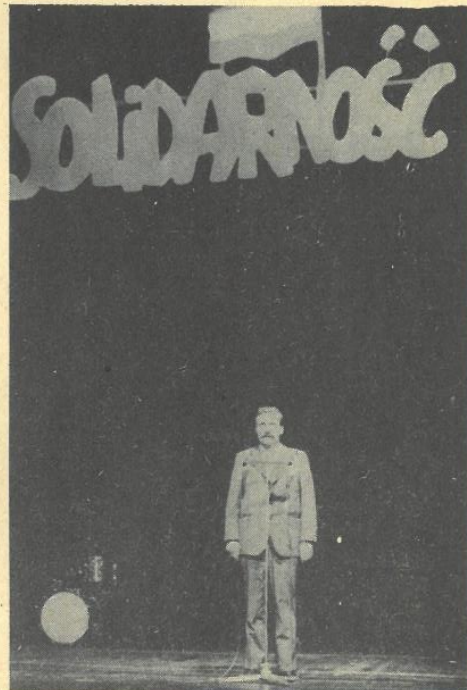
On est loin encore de la clarté quant aux réponses à y apporter. Des illusions sur une coexistence pacifique sont encore largement partagées, d'autant plus que tous les syndicalistes sont conscients aujourd'hui de la nécessité de gagner du temps pour renforcer le mouvement. Mais, si on ne sait pas encore par quoi les remplacer, une idée fait son chemin : "On ne peut plus supporter ceux qui, à chaque occasion, manifestent leur barge anti-ouvrière."

D.-L. B.

SOLIDARITE POLOGNE

Après le succès du meeting organisé à Lausanne le vendredi 14 novembre par le CSSOPE (Comité de solidarité socialiste avec les opposants des Pays de l'Est), où 150 personnes témoignèrent à la fois de l'intérêt soulevé par la lutte des travailleurs polonais et de leur solidarité avec ce combat, le CSSOPE a décidé de fixer un objectif concret à son travail et de récolter 10 000 francs pour les travailleurs polonais.

Pour amplifier cet effort, pour participer à cette tâche élémentaire de solidarité, pour l'organiser, rendez-vous le jeudi 27 novembre, à la salle no 2 du Buffet de la Gare, à Lausanne.



LA BRECHE No 242 : 8 PAGES ET UN SUPPLEMENT POUR NOS ABONNES

Vu la grève des arts graphiques, qui à Lausanne dura plus de deux jours, nous avons dû réduire notre pagination. Nous avons en conséquence réduit aussi le prix du numéro.

Quant à nos abonnés, ils trouveront en annexe à leur bimensuel préféré les deux journaux de grève produits par la section de Lausanne du SLP. Non pas parce que nous voulons, de quelque manière que ce soit, nous en attribuer la paternité, ni pour prétendre stupidement que "la grève c'est nous". Mais pour populariser largement cette action, pour élargir les rangs de la solidarité avec les typos, et pour donner (qui sait ?) quelques idées aux nombreux militants syndicalistes qui nous lisent.

De telle manière que lors de futures confrontations, dans les arts graphiques ou ailleurs, nos lecteurs soient autant de militants de la solidarité avec les travailleurs en lutte.

la brèche

ALLEZ-Y VOIR VOUS-MEMES!

TELEVISION SUISSE ROMANDE

lu 1^{er} déc., 20h.40 : diffusion en public et en direct de la reconstitution du procès du VONS (Comité de défense des personnes injustement poursuivies) des 22 et 23 octobre 1979 à Prague (parmi les accusés : Vaclav Havel, Petr Uhl). Reconstitution réalisée par l'AIDA-Suisse (Association internationale de défense des artistes victimes de la répression). Mise en scène de Pierre Biner. Pour assister à la pièce, on peut retirer les places à la TV (Genève) le me 26 nov. de 17h. à 19h.

LAUSANNE

Aula des Bergières
me 10 déc., 20h.30 : Offenbach : Monsieur Chouffleur restera chez lui le..., par l'Ensemble lyrique de Suisse romande. Direction musicale : Jean-François Monot.
Cinéma de la Grande Salle, CHEXBRES
ma 25, me 26 nov., 20h.30 : Providence, d'Alain Resnais (1976).

ve 28, sa 29 nov., 20h.30 : Une nuit à Casablanca, avec les Marx Brothers (1949), sa aussi à 16h.

Théâtre du Vide-Poche, Palud 10
je 4, ve 5, sa 6 déc., 20h.30, sa aussi à 17h.30 : L'Argentine des casques, film réalisé par un groupe de latino-américains et de suisses en 1979. 1 heure, entrée : 5.- Débat avec des représentants de divers comités de soutien aux luttes en Am. Lat.

GENEVE

Théâtre "Permis C", 18 rue de Villereuse
jusqu'au sa 6 déc., 20h.30 : Histoire de C racontée par Graciela Sawicki.

Pic plouc, impasse rue du Lac
sa 29 nov, 21h. : Duodenum, du folk contemporain sans angoisse.

sa 6 déc., 21h. : Allan Taylor (folk).

Salle Patifio, av. de Miremont 26

je 27 nov., 20h.30 : Carla Bley Big Band.

Palais des Expositions

je 11 déc., dès 19h. : Grand bal masqué

de soutien à l'AMR (Association pour l'encouragement de la musique improvisée).

Salle Patifio, Cité Ciné-club

ma 9 déc., 22h. : Une nuit à l'opéra de Sam Wood avec les Marx Brothers (1935).

Salle communale de Thonex

ma 25 nov. : Renaud (loc. : Gd Passage).

NEUCHÂTEL Théâtre de Neuchâtel

me 26 nov. : Pipes de terre et pipes de porcelaine, d'après Madeleine Lamouille.

Si le film Sürü (le troupeau), film turc de Zeki Okten et Yilmaz Güney passe dans votre ville, il faut absolument aller le voir. Le scénariste est en prison en Turquie pour des raisons politiques et le film a été tourné par un metteur en scène qui est son ami. C'est un grand film, beau, révolutionnaire et féministe (en ce moment à Genève au cinéma Ecran et à Chexbres au cinéma de la Grande Salle les ma 16 et me 17 déc., 20h.30).

Ali Gator

LES TYPOGRAPHES DOIVENT GAGNER, UNITE DU MOUVEMENT OUVRIER !

que ce soit sur les salaires féminins les plus bas. Menaces de répression dans plusieurs entreprises contre les grévistes. Embauche de jaunes pour sortir les journaux à tout prix. Et surtout, refus de définir dans le nouveau contrat collectif les catégories professionnelles (article 20). Ce dernier refus est le plus grave car il vide purement et simplement le contrat collectif de toute sa valeur !

L'enjeu n'est donc pas, comme le dit l'ASAG, des revendications "excessives" de travailleurs déjà bien payés. L'enjeu réel, c'est l'avenir du syndicat : décrochera-t-il un contrat qui couvre tous les travailleurs des arts graphiques et les arme pour résister aux nouvelles techniques, ou ne sera-ce qu'un chiffon de papier comme le veut l'ASAG ?

Cet enjeu explique la large mobilisation des typographes. En durcissant le ton, l'ASAG comptait diviser le SLP, isoler son aile combative, redonner du poids aux syndicats favorables à une signature immédiate. La grève a démenti ces calculs. Alors que le refus du contrat s'était fait à une courte majorité, cette fois la majorité des travailleurs s'est engagée dans la lutte. Même des sections comme Berne, Lucerne ont suivi le débrayage. A Genève, Lausanne, où une tradition de lutte antérieure existe, la grève a été plus efficace, stoppant la parution des journaux. Seule la section de Bâle, favorable au contrat tel qu'il est, n'a pas suivi.

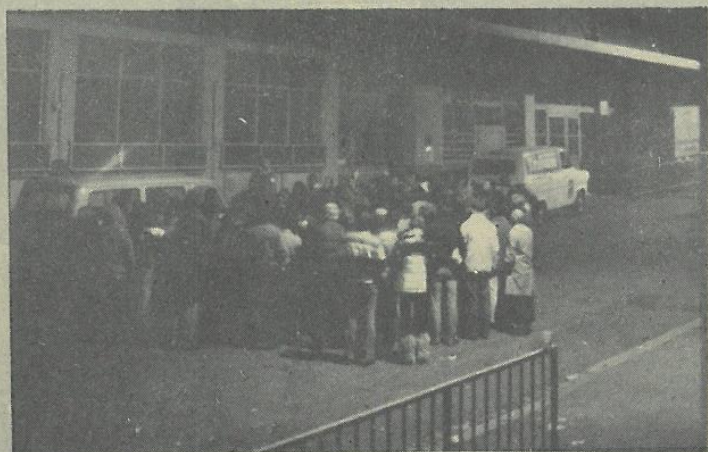
Les travailleurs de tous les secteurs peuvent en tirer une conclusion décisive : si le syndicat s'y décide, il est possible de gagner la majorité des travailleurs à se battre pour imposer leurs conditions dans les contrats collectifs ! Sans cela au contraire, le patronat fera tout pour les vider de leur contenu.

L'ASAG l'a parfaitement compris. Mardi 18 novembre, dans l'entrevue avec le SLP, elle a refusé toute nouvelle négociation. Son but est clair : isoler les typographes pour prouver à tous les travailleurs que ces méthodes de lutte ne servent à rien. Elle espère du même coup diviser le syndicat entre les "modérés", avec lesquels elle est prête à négocier, et l'aile combative, emmenée par le dirigeant de la section de Zurich Aeberli, qui commence à apparaître comme une direction de rechange capable de prendre la relève de l'ancien Comité Central, désavoué par tout le déroulement de ces négociations. L'ASAG ne se gêne pas ! Son mot d'ordre est : "un contrat oui, Aeberli non" !

Ainsi, le patronat veut dicter lui-même quelle direction se donnent les syndicats ! Il ne faut pas le laisser faire. Tout le mouvement syndical doit maintenant se placer, uni, derrière le SLP pour qu'il gagne cette lutte contractuelle. Les cartels locaux, l'Union Syndicale Suisse doivent lui donner leur soutien immédiat. Laisser faire et se taire — la page USS de la presse syndicale ne dit quasiment rien de la lutte des typos ! —, c'est laisser faire l'ASAG et sa volonté de dicter ses conditions aux syndicats.

Pour le SLP, le prochain pas sera une action, sur le plan national, pour imposer la renégociation du contrat. La grève a prouvé que les travailleurs y sont prêts. Au mouvement ouvrier de l'être à son tour pour un soutien massif à la lutte des typographes !

Rédaction La Brèche



Piquet de grève des typographes.

photo Mario del Curto

"Les salaires n'ont cessé de diminuer"

L'entretien exclusif ci-dessous, réalisé le 25 septembre à l'hôtel "Morski", centre de "Solidarnosc" à Gdansk, donne une image vivante des conditions de travail, de la conduite de la grève, des négociations, de la place des femmes dans le combat des syndicats indépendants. Il fait mieux comprendre la ténacité des travailleurs de la santé, qui ont poursuivi leur action bien après les accords de Gdansk, afin d'obtenir une série d'améliorations spécifiques. Il est aussi un appel à la solidarité. Aux syndicats suisses d'y répondre, particulièrement dans les hôpitaux.

La brèche : Peux-tu brièvement te présenter ?

Alina : Je m'appelle Alina Pinkowska, je suis infirmière depuis sept ans au centre sanitaire des chantiers de Gdansk. J'ai un fils de six ans et mon mari est mort. J'habite à Gdansk mais je n'ai pas mon propre appartement. Je gagne 3 100 zlotys par mois dont 1 500 passent au loyer d'une chambre. Cela correspond au prix moyen du loyer d'une chambre au "Trojmiasto" (littéralement la triple ville, à savoir Gdansk, Sopot, Gdynia). Il me reste 1 500 zlotys pour la nourriture et la garderie d'enfants, pour laquelle je paie 300 zlotys. Cela veut dire qu'il me reste peu pour vivre.

La brèche : Tu es membre du présidium du Comité Interentreprises. Comment en es-tu venue là ?

Alina : Pendant la grève des chantiers navals, j'ai été élue par les infirmières puis par le plenum du Comité Interentreprises. J'ai participé aux discussions avec le vice premier ministre Jagielski où je suis intervenue sur les problèmes de la santé.

La brèche : Tu travailles au "Przemyslowy Zespól Opieki Zdrowotnej" (centre sanitaire d'entreprise) des chantiers navals. Depuis quand existe-t-il et que s'y passe-t-il ?

Alina : L'hôpital des chantiers existe depuis longtemps mais c'est bien le pire de toute la Pologne. Le service ambulatoire n'a été créé que depuis huit ans, après les grèves de 1970/71. Le niveau de ses services est bien supérieur à celui de l'hôpital. Il a été mis sur pied parce que les maladies dont souffrent les travailleurs des chantiers sont assez spécifiques.

La brèche : Quelque chose a-t-il changé depuis 1970/71 ?

Anna : Dans ce domaine, pas grand-chose n'a changé depuis 1970/71. Cela a même été de mal en pis. Il y a eu quelques changements dans l'organisation du service de santé. Mais cela n'a pas résolu les problèmes les plus importants. Le nombre des médecins, surtout des spécialistes, employés à l'hôpital reste faible. En revanche, beaucoup de médecins sont employés dans l'administration. C'est une chose que les syndicats indépendants veulent changer.

En plus, comparés aux hausses de prix, surtout de la nourriture, les salaires du personnel de la santé n'ont cessé de diminuer. Les infirmières sont la catégorie la plus mal payée en Pologne. Cela a eu entre autres pour conséquence que les infirmières du service ambulatoire des chantiers ont été les premières à se joindre à la grève. Il n'y avait à ce moment pas encore de comité interentreprises et nous étions la première entreprise en dehors des chantiers — le service n'est pas dans l'enceinte des chantiers — à participer à la grève. Les travailleurs des chantiers nous ont dit qu'il ne fallait pas arrêter les services de l'hôpital pendant la grève et que le co-

mité de grève lutterait pour nos revendications.

La brèche : Quelles sont les conditions de travail au centre hospitalier ?

Alina : Après sept ans, je gagne 3 100 zlotys et les médecins gagnent beaucoup avec les diverses allocations. Jusqu'à présent, la direction peut décider elle-même de la répartition des allocations et ils soumettent ainsi notre travail à leurs conditions.

La brèche : Quel est votre horaire ?

Alina : Huit heures, de 7.00 à 15.00 et de 11.00 à 20.00 en deux équipes. Dans l'hôpital du chantier, on travaille en trois équipes. Nous travaillons six jours par semaine.

La brèche : Comment se passe une journée de travail ?

Anna : Je ne travaille que dans une équipe parce que mon mari

est mort et que j'ai un enfant. Le matin, avant le travail, je conduis le gamin au jardin d'enfants. Après je vais travailler. C'est assez loin. Après 15.00 heures, je retourne au jardin d'enfant. C'est en général déjà 16.00 heures. Je fais ensuite la queue pour les achats ; ça me fait environ jusqu'à 18.00 heures. Après, il faut mettre l'enfant au lit. Tout cela n'est vraiment pas bien. J'ai bien sûr du temps pour moi, pour lire quelque chose, mais je n'ai pas un moment pour le gosse. Quand le souper est prêt et que j'ai un peu de temps pour moi, il doit déjà aller dormir.

La brèche : Vous êtes-vous attendues à la grève ?

Alina : La tension était très forte dans les services de la santé. Depuis le début juillet, des grèves se préparaient d'une ville à l'autre. On en parlait beaucoup et la tension montait. C'est pour cela que la grève déclenchée aux chantiers s'est étendue comme un éclair à toutes les autres entreprises du "Trojmiasto".

La brèche : Quelles sont tes principales impressions de la grève ?

Alina : J'y ai été naturellement très engagée, surtout le troisième jour, un samedi. J'étais toute la journée aux chantiers pour la séance du présidium. Ce jour-là, Lech Walesa, sur la base d'une décision majoritaire du comité de grève, essayait d'arrêter la grève, mais les travailleurs des chantiers voulaient continuer. La direction a saisi cette occasion pour diffuser toutes les dix minutes à la radio de l'entreprise que la grève était finie et qu'il fallait quitter le chantier jusqu'à 18.00 heures.



est mort et que j'ai un enfant. Le matin, avant le travail, je conduis le gamin au jardin d'enfants. Après je vais travailler. C'est assez loin. Après 15.00 heures, je retourne au jardin d'enfant. C'est en général déjà 16.00 heures. Je fais ensuite la queue pour les achats ; ça me fait environ jusqu'à 18.00 heures. Après, il faut mettre l'enfant au lit. Tout cela n'est vraiment pas bien. J'ai bien sûr du temps pour moi, pour lire quelque chose, mais je n'ai pas un moment pour le gosse. Quand le souper est prêt et que j'ai un peu de temps pour moi, il doit déjà aller dormir.

La brèche : Comment sont pris en charge les patients au centre ?

Alina : Le point le plus sensible, c'est qu'on prescrit des médicaments aux patients qu'ils cherchent ensuite en vain dans toutes les pharmacies. Les malades qui doivent rester à la maison courent dans toute la ville pour les trouver. Un cancéreux par exemple devrait être opéré dans les trois jours après le diagnostic. Chez nous, il doit attendre deux à trois semaines avant d'être admis à l'hôpital. Un malade normal attend environ quatre mois. Notre manque le plus grand — je travaille en chirurgie — c'est que nous n'avons jamais

Celui qui n'obéissait pas serait poursuivi pénalement. J'ai vu comment les gens ont commencé à quitter le chantier. Nous n'avions pas accès à la radio de l'entreprise et il était très difficile de faire le lien entre les différents ateliers, car le chantier est très vaste. Je suis allée en voiture à la porte 3 en donnant l'ordre de la fermer. J'ai pu retenir les gens, sans microphone ni mégaphone. Je leur ai expliqué que la grève continuait. A la porte 2 aussi on les a convaincus. J'ai encore fait de même à la porte 1 et là aussi les gens sont rentrés.

La brèche : Beaucoup de femmes travaillent au service de santé. Comment vous êtes-vous organisées dans la grève ? Vous aviez quand même les enfants.

Alina : Les parents m'ont beaucoup aidée. Mais une grande partie des femmes a simplement organisé un tournoi, les unes à la maison, les autres au chantier.

Compte tenu de la pagination réduite de ce numéro, nous sommes obligés de publier cet entretien en deux fois. Nos lecteurs liront avec intérêt la suite de ce document dans le no 243 de la brèche.

Pour qu'un piquet de grève soit efficace, il est nécessaire de l'organiser de manière permanente durant toute la grève car l'empêchement de la parution d'un journal est une véritable petite "guerre d'usure" : chaque camp cherche à anticiper sur les réactions de l'adversaire. Première surprise désagréable, la propriété des Imprimeries Réunies est gardée par des sbires de "Protectas" — espèce musclée et armée de Securitas — à la dégaine caricaturale des flics de Chicago. Nous devons supporter cette pénible compagnie durant toute la grève... mais c'est le signe que la direction des Réunies a la trouille et n'est pas sûre d'elle. Elle voudrait se faire croire à elle-même et à l'opinion publique que les grévistes sont des enragés qui vont tout envahir et tout démolir. Elle se trompe lourdement.



Assemblée de grève à Lausanne

photo Mario del Curto

Devant les Imprimeries Réunies à Lausanne :

Piquet de grève

Sachant l'équipe de nuit — celle qui imprime les quotidiens — en grève, la direction retient par différents moyens l'équipe de jour. Elle "invite" les embauleuses à souper ensemble au Buffet de la Gare afin de les faire escorter ensuite sur leur lieu de travail. Elle craint la contamination par les piquets de grève, car ces patrons, aujourd'hui si pleins de sollicitude, méprisent ces femmes qu'ils ne paient que 50 francs par nuit.

Les embauleuses sont rentrées et les rotatives roulent... il ne reste plus qu'une solution : bloquer la diffusion. Sitôt dit, sitôt fait, les issues de l'avenue de la Rasude seront bloquées par plusieurs véhicules de grévistes malencontreusement tombés en panne... Les camions ne pourront pas partir à moins d'un coup de force de la police. Les heures passent ponctuées par des discussions nourries entre grévistes, ou avec des journalistes, animées par des petites provocations puériles de la part de quelques chefs, en pure perte, le piquet de grève n'étant pas né de la dernière pluie.

Vers 4 heures du matin, arrive un détachement de policiers accompagné d'une dépanneuse, qui dégagent sans zèle une issue. Le camion peut s'avancer, plusieurs dizaines de grévistes s'assoient par terre. Le poids lourd ne fera pas un mètre de plus... sinon pour livrer ses milliers de journaux chez le récupérateur de vieux papier. Sombre jeudi pour les patrons des IRL ! Leur arrogance coûte cher : des tonnes de papier au rebut, des heures de travail payées pour rien, un bris mécanique... et ce n'est pas l'onéreux coup de bluff de l'hélicoptère, emportant quelques milliers de quotidiens l'après-midi qui redorera leur blason.

L'assemblée de grève reconduit la grève pour 24 heures. Les piquets continuent. Les patrons des Réunies ont décidé de ne pas publier les 2 quotidiens, mais des bruits circulent que la TLM pourrait être imprimée à Montreux chez Corbaz, l'imprimeur qui la veille a sorti "La Nouvelle Revue" radicale. Dans le doute, mieux vaut contrôler : 25 collègues quittent le piquet des Réunies pour se rendre à Montreux. Faux bruit, la TLM ne se



Devant les IRL, les camions chargés bloqués par le piquet de grève.

photo Mario del Curto

tire pas, mais "L'Est Vaudois" roule, les camarades lausannois ne seront pas de trop, forts de leurs expériences de la veille, pour aider leurs collègues de la Riviera à en empêcher la diffusion.

A Lausanne, la nuit se passe sans histoire au pied d'une Tour du CIAG entièrement éteinte, seules quelques fenêtres s'allumant à l'entrée des quelques non-grévistes.

Vers 8 heures du matin, Ruckstuhl, l'un des patrons, pas très à l'aise, s'approche du piquet de grève, auquel il fait comprendre après mille détours, qu'il désirerait expédier "Le Sillon Romand". Eh, oui : un des pontes de l'ASAG (association patronale) est obligé de demander l'autorisation de diffusion au piquet de grève. Seul le comité de grève peut prendre cette décision; en attendant deux voitures bloqueront le poids lourd et nous sommes à nouveau prêts à nous asseoir devant. Nous demandons un premier délai de réflexion d'une heure au grand dam de Ruckstuhl qui appelle un détachement de police, qui ne montrera pas plus d'empressement que la nuit précédente. Tout semble ensuite se liguier contre Ruckstuhl : le téléphone est constamment occupé, les membres du comité de grève inatteignables... "Le Sillon

LA SOLIDARITE N'EST PAS A SENS UNIQUE

Les grévistes des arts graphiques, durant l'assemblée de grève du vendredi 14 novembre, ont récolté plus de 700.- francs pour les travailleurs polonais et leur syndicat "Solidarité". Cette somme a été versée lors du meeting de soutien aux grévistes polonais organisé par le CSSOPE (Comité de solidarité socialiste avec les opposants des Pays de l'Est).

Romand" ne partira qu'à midi, avec quatre heures de retard. Le piquet se tiendra jusqu'à 14h.30, heure de la réunion de l'assemblée de grève, qui se décide pour une trêve dès 19 heures.

Les longues heures passées sous une bise glaciale, "froid aux pieds, chaud au coeur", nous ont permis d'apprendre à nous connaître. De nouvelles amitiés sont nées issues de la lutte et de la solidarité. Commentaires et discussions punctuaient les différentes informations de la radio. Un des thèmes favoris fut la "déculottée" que ramassa Manz, membre de l'ASAG, lors

d'un face-à-face avec la collègue Françoise : d'un côté une syndicaliste au calme olympien, mais déterminée, sûre de son dossier et de la légitimité de la lutte, de l'autre un patron brouillon sans arguments, nerveux et grossier, coupant chaque fois la parole à son adversaire. Si le but du patronat était de présenter les grévistes "le couteau entre les dents", Manz a montré aux auditeurs où se trouvait la hargne et la violence. Mêmes réactions lorsque le vendredi à 7 heures, tous autour d'une radio, nous écoutions l'interview à froid d'un de nos collègues et le comparions à la position alambiquée du représentant des journalistes, dont la position "neutraliste" ne nous a cependant pas nui.

Et comment ne pas parler du vaste mouvement de solidarité qui s'est manifesté. Un comité de soutien composé des partis ouvriers et des syndicats contribua de différentes manières au succès de notre lutte. Sans oublier le "nerf de la guerre", le soutien financier, ce comité diffusa massivement notre journal de grève "35 Heures", nous procura divers remontrants : soupe, thés, cafés. Les grévistes n'oublieront pas ce métal venu en vélo à 4 heures du matin nous apporter du café avant de se rendre à son boulot.

Solidarité des cafetiers, de marchands de journaux qui, non seulement ne rouspétèrent pas de ne pas avoir leurs quotidiens habituels, mais diffusèrent notre journal de lutte. Solidarité des postiers, d'ailleurs vivement intéressés par nos méthodes de lutte à un moment où se pose pour eux le problème du réajustement salarial.

C'est avec l'assurance que la grève, que l'"impertinence ouvrière" paient, que la détermination et la solidarité sont les seuls moyens de faire reculer l'arrogance patronale — 2 jours de grève apportent des résultats plus évidents que des mois de tentatives de négociations esquivées par l'ASAG — que, prêts à reprendre la grève si les patrons tentent de mettre à profit cette trêve pour tergiverser sur nos revendications, nous continuerons la lutte.

un gréviste

Pour le patronat :

"Danger: syndicat combatif"

Parmi les multiples raisons qui motivent l'attitude intransigeante du patronat imprimeur (cf. l'édito p. 3), il en est une tout particulièrement à laquelle nous devrions être extrêmement sensibles dans les partis ouvriers et les syndicats : imposer une défaite au syndicat est nécessaire pour jeter le discrédit sur la gauche dans le syndicat. En effet, depuis la rupture des négociations par le patronat, la démarche du SLP (Syndicat du livre et du papier) est celle qui était proposée par des militants combattifs de gauche depuis de nombreuses années. Avant même les débrayages de novembre, l'ASAG disait à propos de la votation à la base sur les mesures de lutte : "Ce résultat représente un succès — dans une proportion inattendue — pour notre partenaire social qui se situe essentiellement à l'aile gauche syndicale".

Cette inquiétude du patronat a des motifs bien réels : le premier contrat accepté par les patrons avait été entériné par une partie de la commission tarifaire (CT) et du comité central (CC) du SLP. Après l'assemblée des délégués du 30 mai 1980, les instances centrales (CC et CT) ont été amenées à suivre les décisions de cette assemblée : refuser le projet de contrat et voter oui aux mesures de lutte.

La base prenait alors confiance en elle-même. Ces développements se sont traduits, fait exceptionnel pour tout le mouvement syndical suisse, par une double modification des instances nationales du syndicat — preuve évidente qu'il s'agit d'un syndicat proche des préoccupations de la base. Première modification : la composition de la commission tarifaire (chargée des négociations), qui est devenue plus combattive ¹⁾. Deuxième modification : pendant la grève, la direction de la lutte devra passer aux mains d'un organe appelé "comité national de grève".

Il apparaît à l'évidence que le syndicat connaît actuellement un processus de renouvellement de ses instances dirigeantes, qui se fait dans le sens d'un syndicalisme de combat, en rupture avec la paix du travail. Ce renouvellement se produit de manière inégale suivant les sections. Il n'a de loin pas transformé de fond en comble les instances dirigeantes, dans lesquelles la "gauche" syndicale reste minoritaire.

Cependant, il ne fait aucun doute que la prochaine assemblée de délégués, au printemps 81, élira la direction du syndicat sur la base des résultats acquis au cours de la lutte contractuelle de 1980. Le patronat a parfaitement compris l'enjeu : si cette lutte est un échec, la gauche verra ses méthodes de lutte syndicales complètement ou du moins partiellement discréditées. Démoralisée ou simplement démobilitée par une défaite, la base syndicale désirera dans ce cas en rester à la paix du travail et réélira une direction du même type que précédemment. Voilà un des calculs de l'ASAG en vue d'empêcher non pas simplement que la gauche prenne du poids dans le SLP, mais bien une réelle reconstruction d'un syndicat unitaire, combatif et implanté dans les entreprises de tout le pays. C'est d'un syndicat fort que le patronat a peur, non pas de la gauche en tant que telle.

F. Gonseth

¹⁾ Nous publierons dans le prochain no de la brèche un entretien avec un des membres de la commission.

Avant le congrès du PSS :

UNE SIMPLE FETE DE FIN D'ANNEE ?

Dans la dernière semaine de novembre se déroulera le congrès du plus grand parti ouvrier de Suisse, le Parti Socialiste Suisse (PSS). Depuis des semaines déjà, certains journaux bourgeois préparent cet événement. Ils présentent les luttes des courants dans ce parti et essaient d'appuyer l'aile collaborationniste des magistrats et des dirigeants syndicaux. Pour l'ensemble du mouvement ouvrier et pour nous aussi, ce congrès a une signification importante.

La politique du PS a modelé le mouvement ouvrier pendant des décennies et continuera à exercer une grande influence. Parce que cette politique repose complètement sur le bon vouloir de la bourgeoisie, des patrons et de leur gouvernement, le mouvement ouvrier suisse est aujourd'hui un nain par rapport au reste de l'Europe. Son renforcement ne peut pas faire l'économie d'une confrontation avec le PS et sa ligne politique.

C'est pourquoi nous ne mesurons pas le succès d'un tel congrès au nombre d'initiatives ou de démarches parlementaires qu'il approuvera ou à la pureté idéologique d'un nouveau programme.

L'essentiel n'est pas de faire passer des propositions qui renforcent le PS dans le cadre de la collaboration avec la bourgeoisie. L'es-

sentiel réside, pour nous — et nous jugerons la gauche du PS à partir de ce critère — dans l'adoption de propositions qui permettent à l'ensemble de la classe ouvrière de s'orienter et de se renforcer face à la bourgeoisie.

Les congrès du PSS ont, jusqu'à maintenant, plutôt été dans une autre direction. Les congrès, c'était un peu comme avant Noël, quand les enfants remplissent leur liste de vœux de tous leurs rêves possibles et imaginables. De la gauche à la droite, on faisait des vœux. La droite le plus souvent avec le but de soutenir ou de dissimuler son travail parlementaire, la gauche plutôt pour le contrôler.

Les responsabilités de la gauche

Mais aujourd'hui, la gauche ne peut plus se satisfaire des effets de

tribune. Elle ne peut plus se contenter simplement d'établir des revendications et d'en fêter l'adoption par les congrès du parti. La question-clé est la suivante : comment faire triompher les revendications et les propositions d'action qui permettent ensuite au mouvement ouvrier de gagner des forces et de mener un travail quotidien ? Ce qui exige de la gauche du parti qu'elle se fixe des priorités et qu'elle se prépare sur ces priorités. Cette préparation ne doit pas se limiter à définir une habile tactique dans le parti et pour le congrès, mais doit aussi s'exprimer pratiquement. Quelles revendications, quels moyens pour les imposer, quelles démarches unitaires, quelles revendications politiques : ce sont les questions que l'on doit poser aujourd'hui !

C'est ainsi que seront dépassées les belles résolutions sans lendemain qui ne dérangent pas tant la politique droitière du PS et démoralisent

continuellement non seulement la gauche socialiste mais beaucoup d'inorganisés.

Si la gauche veut gagner du terrain dans le PS, elle doit se préoccuper avec l'ensemble des autres

forces de gauche, de la manière dont le mouvement ouvrier pourrait devenir une force active. C'est ainsi qu'il sera possible d'obtenir aussi un changement à l'intérieur du PS.

Ce congrès ne va certainement pas changer fondamentalement de cap. La discussion programmatique a été repoussée. La direction du parti essaie aussi de se débarrasser de la question gênante de la participation gouvernementale.

Il y a toutefois une série de propositions qui peuvent donner un contenu aux futurs débats qui seront importants pour tout le mouvement ouvrier.

Le soutien de l'initiative "Etre solidaires", de l'initiative pour un authentique service civil et la préparation d'une initiative socialiste pour introduire le référendum en matière de crédits d'armement peuvent encore être conçus dans l'ancienne logique.

Mais plusieurs autres propositions vont plus loin. Elles dépassent la division dévastatrice entre, d'un côté, le PS pour la Confédération, des cantons et des commu-

nes, et, de l'autre, les syndicats pour les entreprises. Comme les motions de soutien à l'initiative pour la protection contre les licenciements, pour une campagne pour un salaire minimal et surtout pour le soutien à l'initiative pour des ateliers publics.

Ce serait bien la première fois que dans le PS on discuterait d'une stratégie de construction du mouvement ouvrier. Des propositions sont faites pour une construction reposant sur des campagnes autour de thèmes importants et surtout en direction du secteur des employés. Si l'opposition dans le parti réussit à se centraliser autour de cette orientation et établit à cet effet des priorités pour ce combat, cela contribuera à la réorientation du mouvement ouvrier. Dans ce cadre, le débat sur le programme et la sortie du gouvernement devient plus qu'une simple manœuvre.

Pour nous tous, subsiste une tâche : utiliser ces possibilités pour le développement d'un fort mouvement ouvrier et avant tout d'un large mouvement syndical, qui devienne une force réelle, au niveau politique et dans les entreprises.

Bureau politique du PSO

Ça n'a pas manqué : dès qu'il y a une grève dans le secteur de la presse, les patrons des arts graphiques entonnent le grand air de la liberté d'expression, bafouée par ces sales grévistes. Il y a même eu, dans la presse lausannoise, un journaliste "indépendant" pour pousser la même ritournelle : un duo c'est tellement plus beau !

Les éditeurs de journaux, la grève des typos et la liberté d'expression :

BANDE DE TARTUFFES !

De quoi parlez-vous, Messieurs ?

"Nous entendons par là que le droit à l'information est le corollaire de la liberté d'expression et qu'un quotidien, pour satisfaire à ce principe, doit assurer, comme les autres médias, un 'service minimum'. C'est la raison pour laquelle notre journal, également touché par la grève, a été confectionné avec 'les moyens du bord', sans intention de défier ceux de nos collaborateurs qui, par conviction ou solidarité, participent à la grève." (24 Heures, du 13. 11. 1980, signé "L'éditeur")

Celui qui a écrit ces lignes, toutes frémissantes de libéralisme, est l'un des directeurs de 24 Heures et de la Tribune-le Matin (TLM). Dans ce dernier quotidien, une page humoristique intitulée "Dimanche en travers", a été publiée pendant quelque temps, puis a disparu, sous pression de certains annonceurs, mécontents du ton persifleur de la rubrique. Aussitôt notre brave éditeur, n'écouterait que son devoir d'informateur et de défenseur de la liberté d'expression, a saisi sa plu-

me... pour congédier les journalistes de "Dimanche en travers" !

En grattant un peu, il ne serait pas étonnant de trouver sous l'anonyme "éditeur", le sieur Marcel Pache. Qui sous le pseudonyme transparent de Marcel Pasche est le héros involontaire du dernier roman de Richard Garzarolli, critique littéraire à la TLM. Depuis la parution de ce roman, "Le Carnassier", qui met en scène l'ascension d'un jeune loup, Garzarolli n'écrit plus pour la TLM. La liberté d'expression a encore frappé aux Imprimeries Réunies...

Ailleurs aussi

Et ce ne sont pas là des exemples valables uniquement pour le petit monde lausannois. Ailleurs en Suisse, le climat n'est pas très différent : on se souvient que, lors des manifestations de jeunes à Zurich, les associations patronales avaient ouvertement appelé les annonceurs — les patrons donc — à boycotter le "Tages-Anzeiger", qui avait essayé de rendre compte honnêtement de ces manifestations. Depuis lors ses

PRIS AU MOT !

Si vraiment "l'éditeur" n'a pour seul souci que la liberté d'expression, pourquoi n'a-t-il pas spontanément offert plusieurs pages aux typos pour qu'ils expliquent leurs revendications et leurs actions ? Combien d'hélicoptères et de Protectas est-il prêt à offrir aux typographes pour accélérer la diffusion de ce supplément ? Le blocage des journaux et la diffusion d'un journal de grève gênent son sens démocratique ? Qu'il mette alors ses rotatives à la disposition du SLP !

articles sont d'une prudence et d'un conformisme bien agréables aux milieux patronaux. A Lucerne, le rédacteur des "Luzerner Neuste Nachrichten" s'est fait virer comme un malpropre. Même chose à la "Thurgauer Zeitung".

Ces derniers cas montrent non seulement que les éditeurs de journaux sont des hypocrites de pre-



mier ordre lorsqu'ils se lamentent sur le droit à l'information. Ils indiquent aussi qui sont les vrais fossoyeurs de la liberté d'expression.

Les liberticides, c'est eux !

Car aussi bien à Lucerne qu'en Thurgovie, les deux rédacteurs licenciés n'étaient pas de dangereux subversifs, mais d'honorables membres du parti radical. Qui avaient simplement le défaut de chercher à faire des journaux politiquement attractifs. Ce qui ne faisait pas du tout l'affaire des annonceurs et de l'éditeur, intéressés prioritairement non pas à la qualité de l'information, ni à la liberté d'expression,

mais bien à la diffusion la plus grande. Et comme la politique se vend moins bien que le sport et les histoires de fesses...

Ces journaux sont donc bien, contrairement aux affirmations de notre éditeur — journaliste d'occasion et briseur de grève —, une marchandise comme une autre. Dont la production doit rapporter du profit, comme toute production en régime capitaliste. Et les liberticides ne sont pas les typographes en grève, mais bien ceux qui profitent de ce régime et qui chaque jour, dans leurs journaux, en vantent les mérites et les réalisations.

Ptr.

La conférence nationale du bâtiment de la FOBB :

Le projet de convention est rejeté !

Le faux calcul du patronat

L'offre de négociations étant venue du patronat peu après le congrès de la FOBB en octobre 1979, on peut penser qu'il avait analysé de près les résultats du congrès. Les patrons ont estimé que les décisions combatives du congrès ne se traduiraient pas immédiatement dans l'activité syndicale et qu'il fallait essayer d'utiliser le rapport de forces encore favorable en avançant la date des négociations. La FOBB accepta l'offre, sans que la base puisse discuter de façon sérieuse ni du principe de l'ouverture des négociations, ni encore du cahier de revendications.

Les séances de négociations se sont ainsi déroulées pour l'essentiel derrière des portes fermées. Celui qui cherchait dans le journal de la FOBB des informations sur le déroulement des négociations n'a rien trouvé. La grande majorité des maçons et manoeuvres ne savait même pas qu'un nouveau contrat cadre était en discussion. Peu de temps avant la conférence professionnelle, la délégation de négociation du syndicat présentait le compromis comme le résultat d'une négociation dure et compliquée qui devait être acceptée. Le patronat avait toutefois oublié, dans ses calculs, la base de la FOBB.

Le résultat des négociations (cf. encart) contient toute une série de points inacceptables :

* La Société suisse des entrepreneurs n'est en fait pratiquement pas entrée en matière sur les revendications syndicales.

* La réduction du temps de travail de trois jours par an payés implique une réduction de l'horaire journalier de 6 minutes.

Le samedi 8 novembre s'est tenue à Berne la conférence professionnelle nationale de la maçonnerie et du génie civil. Les délégués avaient à se prononcer au sujet du résultat des négociations sur le nouveau contrat collectif national de cette branche. Par 102 voix contre 41 le résultat des négociations fut clairement rejeté.

Les travailleurs de la construction ne se trouvent toutefois pas sans convention cadre, car la convention actuelle arrive à échéance seulement à fin 1981. Les négociations actuelles avaient été engagées en 1980 déjà à la demande de l'association patronale, dont le président, Messmer, se retire en 1981. Ce dernier souhaitait, selon l'association patronale, régler toutes les questions en suspens avant son départ et laisser à son successeur une "situation en règle". Le syndicat aurait été mieux inspiré de se méfier de ces explications.

* La réduction du salaire pendant le temps d'essai (2 mois) n'a pas été abolie.

* Le règlement des vacances donne au patronat le droit d'obliger les travailleurs à prendre 14 jours de vacances durant les mois de janvier à mars, à savoir durant une période où l'activité du bâtiment est fortement réduite. Ainsi il économise les indemnités de chômage ou de salaire.

* La révision des critères d'octroi du 13ème mois est inacceptable.

* L'intégration de l'indemnité de chantier dans le salaire facilite les abus.

Bien que les travailleurs de la construction ne soient pas intervenus activement dans les négociations, ils ne se sont pas laissés entraîner sur la voie tracée par le patronat, le résultat présenté étant tellement maigre. Les délégués, les uns après les autres, indiquèrent

les raisons de leur refus, déclenchant chaque fois des applaudissements nourris. Rares furent les collègues qui se prononcèrent pour la signature de la convention, et encore s'agissait-il de collègues qui n'étaient pas soumis à la convention cadre !

Le congrès de la FOBB de 1979 n'a donc pas été une manifestation sans résultats. Car d'une part le compromis présenté a pu être comparé aux nombreuses revendications votées au congrès; d'autre part certains collègues ont pu, lors de la conférence professionnelle, faire des propositions sur la façon d'obtenir un meilleur résultat l'année prochaine.

Et ensuite ?

Le résultat des négociations n'est pas simplement le reflet d'une délégation incapable, mais le prix et le résultat d'une politique syndicale

collaborationniste, refusant de s'appuyer sur une base active. Si cette politique n'est pas changée, les nouvelles négociations n'apporteront rien de bien nouveau. Il ne sert à rien, non plus, de brandir la menace de mesures de lutte, si l'on ne se donne pas, en même temps, tous les moyens pour préparer les conditions de telles mesures de lutte. Les négociations conventionnelles de 1981 donnent au syndicat la possibilité de se transformer en syndicat de combat.

Dans ce sens, la discussion va certainement s'engager sur les points suivants :

* Le refus de la convention doit être expliqué sur les chantiers. Cela

est d'autant plus important que la Fédération chrétienne des travailleurs du bois et du bâtiment et la Fédération évangélique des travailleurs ont accepté le résultat des négociations.

* La conférence professionnelle de mars/avril doit être préparée par une discussion large du cahier de revendications.

* La commission de coordination et de contrôle, élue au congrès de 1979 pour promouvoir une politique syndicale plus combative, doit élaborer un plan d'action et de lutte soumis à la discussion dans les sections en vue d'une décision par la conférence professionnelle nationale de la branche.

corresp. bâtiment

Résultat des négociations

	REVENDEICATIONS FOBB	RESULTAT DES NEGOCIATIONS
Temps de travail hebdomadaire	40 heures progressivement, avec compensation de salaire (actuellement 47,5 h. maximum)	Moyenne maximale : 45 heures. Diminution : 3 jours par an, payés.
Vacances	4 semaines pour tous (actuellement : 3 semaines)	1981 : sans changement. 1982 : 4 semaines pour tous. Vacances fractionnées : 2 semaines en été, 2 en hiver.
Salaire pendant le temps d'essai	Suppression des diminutions salariales (actuellement, elles peuvent aller jusqu'à 15 o/o)	Selon les catégories, diminution dès 1981 entre 10 o/o et 5 o/o.
13ème salaire	Abolition des conditions à remplir pour le toucher (actuellement : respect de la date d'entrée en service, de la durée des vacances, du délai de congé, etc.)	Sanctions allant de 10 à 100 o/o selon les conditions non respectées. Ces réductions doivent être notifiées par écrit au travailleur.
2ème pilier	Généralisation au niveau national	Mise en vigueur dès 1982. Cotisations paritaires de 3 o/o.
Temps de transport	Réduction du temps impayé (actuellement : 1/2 heure le matin, 1/2 heure le soir)	Rien
Revalorisation des salaires	Indexation automatique (actuellement : réajustement négocié chaque fois)	Rien
Allocation de chantier	50 cts à l'heure (actuellement : 30 cts)	Intégration des 30 cts au salaire horaire
Apprentis dans la CCT	Conditions de travail des apprentis définies par la CCT (actuellement : rien)	1981 : 4 semaines de vacances - 1982 : 4 sem. 1/2 - 1983 : 5 semaines. Prestations de la convention pour déplacements, jours fériés, service militaire
Cadres	Participation de la FOBB à la CCT des cadres (actuellement rien)	Chefs d'équipe : CCT maçonnerie. Contremaîtres : CCT des cadres.

Mercredi 12 novembre, 19 heures. Devant la prison du Bois-Mermet, quarante personnes, venues exprimer leur soutien aux emprisonné(e)s de "Lausanne bouge", sont menacées d'une charge de police immédiate si un seul slogan est lancé. Quelques heures plus tard, des agents de la PJ, mêlés aux piquets de grève des typos, font courir un bruit : "Nous sommes là pour vous protéger de 'Lausanne bouge'...". Deux scènes qui résument la situation à Lausanne après la manifestation du 8 novembre.

"Lausanne bouge" :

VAINCRE LA REPRESSION ET L'ISOLEMENT

Un succès indiscutable

Organisée par le Comité de soutien au mouvement des jeunes et soutenue par le SLP (Syndicat du Livre et du Papier), la VPOD (Vaud-Etat), les JS, les JC, l'OCS et le PSO (ex-LMR), la manifestation du 8 novembre est un grand succès; 1 500 personnes sont dans la rue pour protester contre la répression et le racisme anti-jeunes. Dans le cortège une forte délégation de militant(e)s socialistes tient à marquer sa désapprobation face à la politique menée par leurs élus au pouvoir; on remarque aussi des membres du POP, refusant le mé-

pris de leur parti à l'égard du mouvement de la jeunesse.

Embarrassée par cette preuve que les jeunes en révolte ne sont pas complètement isolés, que nombre de militant(e)s des partis ouvriers comprennent la nécessité d'une riposte de toute la gauche contre la répression, la Municipalité saisit le premier prétexte venu pour tenter d'effacer ce succès : une soixantaine de personnes qui continuent à manifester pacifiquement, une fois la manifestation dissoute. C'est alors l'occupation des rues piétonnières par la brigade anti-émeute, l'intervention dans les maisons et les cafés, l'arrestation de 60 personnes



("On fera le tri après"...), l'incarcération de 4 manifestants (puis de 3 autres le mardi et le mercredi suivants). Affolés par tant de violence, quelques jeunes offrent le soir même un cadeau (inespéré ?) au pouvoir en brisant des vitrines. Un geste de révolte impuissante et lourd de conséquences politiques.

Réprimer pour isoler

Car le tour est joué, le lendemain, dans les journaux, la démons-

tration massive du soutien aux jeunes disparaît au profit de la casse et de l'intervention policière. Ce qui permet à la Municipalité, dans la foulée, de remettre en cause le droit de manifestation !

On assiste donc aujourd'hui à une attaque sans précédent aux droits démocratiques; la bourgeoisie allant même jusqu'à violer sa propre légalité en usant de la détention préventive comme moyen de pression sur les inculpé(e)s (une prati-

que condamnée par le Tribunal fédéral). Le PS et le POP doivent ouvrir les yeux. Il est grave que les partis majoritaires de la gauche ne voient pas que le pouvoir adopte "la tactique du salami" : aujourd'hui les jeunes, demain les travailleurs; aujourd'hui le droit de manifestation, demain, si nécessaire, le droit de grève.

Si, aujourd'hui, la Municipalité n'a pas le rapport de forces politique pour empêcher la tenue de piquets de grève comme ceux des typos, que penser du jeu cynique - rapporté en introduction - qui consiste à désespérer une partie des jeunes et à se servir ensuite de ses erreurs politiques (la casse) pour tenter grossièrement d'intimider un piquet de grève ? N'est-ce pas un avant-goût de ce que vise la bourgeoisie locale : légitimer la répression contre les jeunes pour le jour où il s'agira de l'appliquer aux travailleurs en lutte ?

Si la répression réclame donc une riposte unitaire de toute la gauche - et la création d'un Comité pour l'ordre présidé par le très réactionnaire Delacretaz ne fait qu'en souligner l'urgence -, "Lausanne bouge" doit, de son côté, adopter une tactique tout entière destinée à rendre populaire son combat, quitte à se distancer publiquement des actions, comme la casse, qui isolent le mouvement.

Dans les conditions actuelles d'hystérie répressive, c'est le seul moyen permettant d'assurer la défense des inculpé(e)s. C'est le seul moyen de gagner des couches plus larges de jeunes et de repartir à la conquête de revendications légitimes.

J. Arno

44 o/o des voix aux partis ouvriers — PS alémanique 30,4 o/o; PS romand 10,5 o/o; LMR-la Brèche 1,6 o/o; POCH 1,5 o/o —, majorité absolue des socialistes au conseil municipal (exécutif). Pour la première fois en Suisse, le PSO (ex-LMR) entre dans un parlement. Tels sont les résultats essentiels des élections biennoises qui se sont déroulées les 15/16 novembre.

Elections biennoises :

MAJORITE SOCIALISTE A L'EXECUTIF, LE PSO ENTRE AU CONSEIL DE VILLE

La défaite de l'Entente biennoise

Depuis 4 ans la ville de Bienne était gérée par une majorité socialiste / Entente biennoise. L'Entente biennoise, en perdant son siège à l'exécutif et en passant de 12 à 8 sièges au législatif, est la grande perdante de ces élections. Cet échec, c'est celui d'un parti caméléon qui cherchait à constituer une troisième force, entre la gauche et la droite, et qui se référait, dans sa propagande, au rôle des libéraux allemands. Dans une période de crise comme la traverse la région horlogère, il est particulièrement illusoire de vouloir mettre dans le même sac la défense des intérêts des salariés et du patronat. Et cette campagne électorale a ouvert les yeux à bon nombre de travailleurs sur le caractère bourgeois de ce parti, de ses candidats de pointe

et de sa politique malgré les moyens énormes investis pour faire une campagne à l'américaine. Une partie de l'électorat de l'Entente a voté en conséquence socialiste et une autre partie s'est abstenue. D'où l'avance socialiste de 3 sièges au Conseil de ville, malgré la baisse du taux de participation. L'Entente biennoise paie également le fait qu'ayant été associée directement à la gestion de la ville lors de la dernière législature, elle ne pouvait que très difficilement se donner une image de "parti des mécontents" et se voyait réclamer des comptes pour sa gestion.

Poussée à gauche

La poussée à gauche se marque essentiellement dans la majorité socialiste à l'exécutif et le gain de 4 sièges pour les partis ouvriers au législatif. Elle est le fruit d'une polarisation croissante entre le camp

des partis ouvriers et celui des partis bourgeois. Elle marque également une radicalisation d'un certain nombre de travailleurs qui ont exprimé leur volonté de changement et d'action en élisant un socialiste de gauche, R. Glas, au Conseil municipal et une députée du PSO au législatif. Bienne rouge est à l'ordre du jour, et les socialistes ne pourront plus se réfugier derrière les impératifs d'une coalition avec l'Entente biennoise pour justifier leur politique de gestion — menée fort bourgeoisement jusqu'à maintenant — et la timidité de leurs réalisations sociales. Car ces gains électoraux des partis ouvriers sont aussi l'expression très nette des mobilisations qui ont touché de larges couches de la population ces derniers mois dans la métropole horlogère (manifestations des travailleurs horlogers pour le réajustement, contre le licenciement de M. Perret, pour

le soutien au boycott du cours ménager).

Les résultats de la LMR - la Brèche

1,6 o/o au législatif, 1,7 o/o au Conseil municipal permanent, 1,9 o/o au non-permanent (malgré, dans le cas de l'exécutif, la pression à voter socialiste pour voter utile) voilà des résultats importants et significatifs de la volonté de travailleurs de faire de Bienne "une véritable commune au service des travailleurs". L'entrée du PSO au législatif est le résultat du poids réel de la section biennoise du PSO dans le monde ouvrier, dans les syndicats, sur les lieux de travail. Notre parti double en effet ses voix par rapport à 1976 (6 011 voix en 1976 contre 12 551 aujourd'hui), devançant même les POCH qui avaient pourtant déjà un élu durant la dernière législature. Nos candidats ont reçu massivement des voix sur les listes socialistes alémaniques et romandes. La présence de notre camarade Sylviane Zulauf au législatif renforcera sans aucun doute encore l'écho des propositions politiques que le PSO met en avant quotidiennement dans ses activités. Nous y reviendrons plus

en détail car c'est la première fois depuis bien des années qu'une députée va développer dans un parlement une politique révolutionnaire.

correspondant Bienne

RESULTATS au Conseil de ville (législatif) : 60 membres

	Voix en pourcent	sièges
SP (alémanique)	30,4 o/o	19
PSR (romand)	10,5 o/o	6
LMR - la Brèche	1,6 o/o	1
POCH	1,5 o/o	1
Entente biennoise	13 o/o	8
Parti radical alémanique	17 o/o	10
Parti radical romand	10,2 o/o	6
autres partis bourgeois (UDC, PDC, EVP, Alliance des Indépendants)	15,8 o/o	9



Election au Conseil d'Etat genevois :

GOUVERNER AVEC LES BOURGEOIS ?

Le 14 décembre, un siège du Conseil d'Etat sera à repourvoir. Le socialiste Willy Donzé a en effet démissionné et le Parti Socialiste, avec cette élection avant terme (les élections cantonales ont lieu en automne 1981), compte reconduire à la sauvette la coalition gouvernementale de deux socialistes dans un gouvernement à majorité bourgeoise. Le PSO a décidé de présenter une candidature qui rompt avec la logique de la collaboration de classe : celle de Claire Magnin, infirmière, responsable syndicale VPOD dans les hôpitaux genevois, qui peut d'autant mieux tirer le bilan de la participation du PS au gouvernement que son ancien patron était Willy Donzé lui-même. Nous publions ci-dessous la lettre que le PSO a envoyée au Parti Socialiste Genevois pour expliquer le sens de sa candidature.

Reste qu'au cas où un candidat bourgeois se présenterait (et nous apprenons en dernière minute que Vigilance va le faire), le PSO se retirerait au profit d'une campagne unitaire contre la droite.

Chers camarades,

Cette lettre a pour objet de vous informer des motifs qui ont amené notre parti à présenter une candidature à l'élection complémentaire du 14 décembre prochain au Conseil d'Etat.

Cette élection aura pour objectif immédiat de reconduire la formule de coalition gouvernementale de deux socialistes dans un Conseil d'Etat à majorité bourgeoise. Or nous pensons que le mouvement ouvrier devrait avancer une autre réponse à la majorité bourgeoise, indépendante de celle-ci et de ses partisans.

Durant les années de prospérité économique, le Parti Socialiste a toujours prétendu que sa participation aux gouvernements permettrait d'en influencer la politique dans le sens des intérêts des travailleurs. Aujourd'hui, alors que les difficultés économiques et politiques s'accroissent pour le capitalisme et que les partis bourgeois imposent coup

sur coup des mesures d'austérité aux salariés, cette participation apparaît ouvertement pour ce qu'elle est : une caution à cette politique d'austérité, présentée comme "inévitabile" pour sauvegarder la gestion de l'Etat. N'est-ce pas le Conseiller fédéral Ritschard qui défend les programmes d'économies après avoir soutenu le programme nucléaire ? N'est-ce pas le Conseiller d'Etat Willy Donzé qui a couvert les coupes sombres dans le budget de la Prévoyance Sociale (tarifs hospitaliers, blocage des effectifs, alors que le personnel et les syndicats demandent leur augmentation et la semaine de 40 heures) ? Certes, de cas en cas, le Parti Socialiste a dû prendre ses distances envers de telles mesures. Mais même lorsqu'il s'oppose — ce qui reste rare — il agit en parti responsable de la gestion gouvernementale (où la majorité bourgeoise dicte ses volontés) et non en parti responsable de la défense prioritaire des intérêts des travailleurs.

Que doit-on en conclure ? Que la participation socialiste au gouvernement n'a pas modifié la politique de la bourgeoisie mais simplement

conduit à la faire gérer par des représentants du mouvement ouvrier.

La conséquence la plus grave de cette politique est qu'elle crée un terrain favorable au découragement et à la désorientation chez les travailleurs. Elle sème l'illusion que des réformes vont pouvoir être conquises avec le patronat et le gouvernement bourgeois, dans le respect "mutuel" de la paix sociale, au moment où ces derniers contestent les acquis des conventions collectives (horlogerie, typographie), multiplient les divisions entre salariés (maintien du statut de saisonnier), sabrent les budgets sociaux, refusent toute diminution du temps de travail. Au lieu de préparer une riposte unitaire des travailleurs à ces pressions patronales, de renforcer les syndicats, de surmonter les divisions entre les salariés, le Parti Socialiste veut faire croire que sa présence au gouvernement permettra "d'éviter le pire" alors que des attaques plus graves encore se préparent.

Les acquis gagnés par les travailleurs ces dernières années ont été au contraire le fruit de leur action indépendante et résolue qui, à chaque fois, s'est heurtée à l'opposition du Conseil d'Etat. Vous n'avez certainement pas oublié comment ont été obtenues les 42 heures dans la fonction publique, les 40 heures dans la typographie. La récente lutte du BUCAS, qui n'a eu gain de cause que par la grève, en est une nouvelle preuve.

Ceci dit, nous ne pensons pas qu'il faille laisser le gouvernement aux partis bourgeois. A la co-gestion avec ceux-ci, il existe une alternative :

celle d'un Conseil d'Etat formé par les organisations ouvrières, qui ait pour objectif d'appliquer les revendications prioritaires des travailleurs sans se lier les mains à des secteurs de la bourgeoisie.

Irréaliste, direz-vous ? La gauche remporte 40 o/o des suffrages et ne pourrait se débarrasser de la droite au Conseil d'Etat ?

Nous pensons que si les salariés genevois, qui forment la majorité de la population, n'ont pas encore donné une nette majorité électorale au mouvement ouvrier, c'est qu'ils n'ont pas trouvé en lui une perspective politique qui les convainque et les stimule. De même, sur les lieux de travail, en l'absence d'actions collectives décidées, ils n'ont guère développé l'expérience de leur force réelle. Démobilisation dans l'action syndicale, sur les lieux de travail et abstentionnisme dans les confrontations politiques, tels sont les deux piliers de la majorité de droite au Conseil d'Etat, que la collaboration du Parti Socialiste a contribué à conforter au lieu de la combattre.

La lutte du BUCAS, celle en cours chez les typographes, dans l'horlogerie ou la fonction publique montrent cependant qu'une riposte est possible. Mais l'expectative règne, chez les travailleurs, quant au débouché politique de leurs actions. Un gouvernement de gauche homogène en 1981 deviendrait un objectif crédible si les organisations ouvrières s'engageaient, dès aujourd'hui, à lutter sans compromis pour la satisfaction des aspirations des travailleurs. D'une part, en revendiquant un Conseil d'Etat des organisations ouvrières — et en

affirmant ne pas se soumettre à la collaboration avec des partis bourgeois, PDC compris. D'autre part et simultanément, en organisant un front uni des salariés et de leurs organisations pour imposer les 40 heures sans baisse de salaire et avec hausse correspondante des effectifs, la défense de toutes les places de travail, les droits égaux pour femmes et hommes, les droits politiques et sociaux pour les travailleurs immigrés, l'ouverture d'ateliers publics garantissant une formation professionnelle qualifiée et un recyclage, une fiscalité sociale pour dégrader les ressources destinées aux dépenses sociales.

Nous voulons débattre de ces problèmes devant tous les travailleurs et c'est pourquoi nous présentons une candidature à l'élection du 14 décembre. Nous souhaitons aussi pouvoir en débattre avec votre candidat lors d'un meeting organisé en commun.

Cependant, si l'un des partis bourgeois se présentait contre le vôtre, nous sommes prêts à retirer notre candidature. Car il s'agirait alors d'une claire intention de la bourgeoisie de rassembler des voix pour des mesures d'austérité plus accentuées contre tous les salariés. Autant nous sommes convaincus que deux Conseillers d'Etat socialistes ne peuvent s'y opposer, autant un refus massif et uni des travailleurs d'une telle candidature bourgeoise contribuerait à donner confiance aux salariés qu'ils ont la force de combattre la politique d'austérité bourgeoise.

Dans l'attente de votre réponse, recevez, chers camarades, nos salutations fraternelles

Parti Socialiste Ouvrier (ex-LMR)

Le très net succès de Ronald Reagan et du Parti républicain est-il le résultat d'une vague de fond conservatrice dans l'électorat américain ? A lire les commentaires de la presse on pourrait le croire. Cependant, de nombreux éléments démontent cette vision simpliste des choses. Nous allons y revenir. Mais, en définitive, Reagan ou Carter, républicains ou démocrates, la bourgeoisie américaine garde bien tous les leviers de commande en main. A quelques changements superficiels près, les mêmes hommes continueront à mener, à l'ombre des projecteurs, la politique du premier Etat impérialiste du monde.

Etats-Unis :

APRES LA VICTOIRE DE REAGAN

Reagan, une victoire de la réaction ?

Voter Carter, cela revenait à cautionner une politique systématique d'attaque aux intérêts des travailleurs (8 millions de chômeurs, 13 o/o d'inflation, restriction des dépenses sociales) ainsi que la stratégie brutale de l'impérialisme (Salvador, Iran, renforcement des moyens d'intervention militaire, etc.). Pour cette raison, les alliés traditionnels du candidat démocrate au sein du mouvement ouvrier, des minorités opprimées et des autres mouvements progressistes ont été moins nombreux que jamais. Certes, la bureaucratie centrale de l'AFL-CIO (la grande centrale syndicale américaine) a appelé à voter Carter, versant des millions de dollars pour soutenir la campagne démocrate. Cependant, cette attitude n'a pas entraîné l'unanimité du mouvement syndical : le dirigeant californien de l'AFL-CIO a en effet appelé à s'abstenir tandis que l'IAM (puissant syndicat des métallurgistes) adoptait la même attitude et réclamait l'ouverture d'un débat pour la création d'un parti ouvrier de masse. Dans le même sens, le congrès de l'Organisation Nationale des Femmes (NOW) refusait d'apporter son soutien à Carter.

Bien sûr, il s'est trouvé des millions d'électeurs pour voter Reagan. Un Américain sur quatre, si l'on tient compte du taux d'abstention élevé. Qui peut sérieusement s'en étonner, dans ce pays où syndicalisme rime bien souvent avec corruption, où les travailleurs sont entièrement livrés à des politiciens bourgeois et où l'on vous vend un président comme une marque de lessive ? Cependant, même au niveau de l'arithmétique électorale, les chiffres doivent nous inciter à la prudence. En Californie, par exemple, sur 6,5 o/o des voix perdues par Carter, Reagan ne semble en avoir gagné que 1,7 o/o. Des dizaines de milliers d'électeurs ont donc refusé de soutenir Carter, sans pour autant se jeter dans les bras de Reagan.

Poursuivre la politique de Carter

L'arrivée de Reagan à la Maison Blanche ainsi que celle

d'une majorité républicaine au Sénat vont-elles modifier radicalement la politique étrangère et intérieure de la bourgeoisie américaine ? Cette hypothèse doit être considérée non pas sur la base des discours électoraux ou de la psychologie de Reagan, mais en partant des problèmes réels de la classe dominante américaine et des solutions qu'elle peut préconiser, compte tenu des rapports de forces entre classes.

Dans cette perspective, l'élection de Reagan s'inscrit dans la logique d'un réarmement moral du pays pour faire face, y compris militairement, au déclin inquiétant des positions impérialistes américaines dans le monde. Déjà sous Carter, la mise sur pied d'une force spéciale d'intervention rapide (100 000 hommes), la campagne contre l'Iran, le recensement des jeunes à des fins militaires — draft — ainsi que l'intoxication de la CIA visant à accréditer l'idée d'une suprématie militaire de l'URSS, allaient exactement dans le même sens. Sur le plan intérieur, Reagan a pour mission d'approfondir l'attaque au niveau de vie des travailleurs, mise en place par l'administration démocrate.



L'un des conseillers de Reagan, le général Haig, ancien chef de l'OTAN, chef de l'Etat-major sous Nixon.

Ceux qui font la politique américaine...

La continuité de la politique des Etats-Unis, telle que nous l'avons envisagée précédemment, repose sur une base matérielle objective : les marges de manoeuvre de la bourgeoisie américaine face à la crise économique, à la révolution coloniale en marche et à sa propre classe ouvrière sont assez restreintes. Cependant, cette continuité tient également à la permanence des équipes chargées d'élaborer la stratégie politique de l'impérialisme et de "conseiller" l'administration. Derrière le président élu, les deux grands partis bourgeois, le pouvoir législatif et les institutions d'Etat, se dresse en effet un réseau d'organisations dominées par quelques centaines d'hommes et qui constituent les centres de pouvoir réels de la bourgeoisie américaine.

Les sphères dominantes de la classe bourgeoise américaine sont composées de quelques milliers de personnes qui constituent une couche relativement homogène et distincte du reste de la population. Des écoles privées particulières, des clubs très fermés, des lieux de résidence et de loisirs strictement réservés, la préparation minutieuse de mariages soigneusement calculés, tels sont les éléments très concrets qui contribuent à forger l'identité d'une couche de super-riches aux Etats-Unis : les Averell, Morgan, Ford, Vanderbilt, Du Pont, etc. Or, loin de jouir de la vie extravagante que l'on prête à certains milliardaires, ces gens mènent le plus souvent une existence "laborieuse" à la tête des grands trusts et dans les coulisses du pouvoir d'Etat.

Au niveau politique, il existe une constellation de conseils et de comités dirigés par des membres de ces milieux et qui constituent les centres nerveux du pouvoir réel aux Etats-Unis. Prenons un exemple. En 1920-1921, les banquiers de la côte Est créent le Conseil pour les Relations Etrangères (CFR) pour répondre au rôle accru (économique et politique) des Etats-Unis dans les affaires mondiales après la Première Guerre. Composé de 1 500 membres aujourd'hui, ce conseil regroupe 39 o/o de membres issus directement des grandes familles de la bourgeoisie américaine, qui occupent simultanément des positions dominantes dans les grandes institutions financières et les trusts. Des groupes d'études mis sur pied en son sein sont chargés d'élaborer des propositions sur des problèmes spécifiques. Par exemple, en 1957-58, le Conseil a publié six études majeures de ses groupes de travail : la plus fa-

meuse avait été écrite par le Professeur Henry Kissinger de Harvard sur le thème "Armes nucléaires et Politique Etrangère".

En fait, des décisions aussi importantes que la mise sur pied du Fonds Monétaire International (FMI), de la Banque Mondiale et de l'ONU, la "défense" du Vietnam à tout prix, ainsi que la reconnaissance de la Chine Populaire ont été essentiellement préparées par le CFR. De plus, les membres du CFR sont intimement liés à la conduite quotidienne de la politique étrangère : "Plus d'un tiers des 1 500 membres du Conseil ont été appelés par le gouvernement à endosser des responsabilités officielles durant les 20 dernières années", reconnaît une publication du CFR. Plus précisément, l'ensemble des nominations à des postes importants du Département d'Etat (Ministère des Affaires étrangères) décidées par Carter en 1977 (à l'exception d'une seule) concernaient des hommes du CFR.

Ce qui est vrai pour la politique étrangère l'est aussi pour la politique économique et sociale. Le Comité pour le Développement Economique (CED) fondé en 1940 et composé à l'origine par 200 dirigeants des principales entreprises, constitue le pendant du CFR pour la politique économique. L'ancien dirigeant du bureau de recherches du CED fut d'ailleurs choisi par Carter comme responsable de son groupe de conseillers en matière économi-

que. Il en va de même pour des institutions officielles comme le Bureau de Conférence (CB), la Table Ronde des Affaires (RA) ou le Conseil des Affaires (CA) sans qu'il ne soit besoin d'entrer dans les détails.

On voit donc que si les hommes changent à la surface de la vie politique américaine, les organisations qui sont chargées de réfléchir à une stratégie à long terme et qui fournissent l'essentiel du matériel humain pour l'appliquer sont d'une étonnante stabilité. Mieux encore, leur continuité politique est assurée par le rigoureux contrôle social qu'exercent sur eux les couches supérieures de la bourgeoisie américaine. Voici donc les véritables ressorts de la "démocratie" dans le principal bastion de l'impérialisme.

Il n'y aura donc pas de modification brutale de la politique américaine avec Reagan. Sa victoire électorale donnera cependant un regain de crédibilité à la stratégie de la classe dominante, passablement éblouie sous l'administration Carter. Ceci peut compter pour porter plus loin l'attaque contre les intérêts des travailleurs et des mouvements anti-impérialistes. Mais, en définitive, la capacité de réaction des travailleurs et de leurs organisations syndicales en particulier, la force du sentiment antiguerrre au sein de la classe ouvrière joueront un rôle beaucoup plus important que les dernières péripéties électorales.

Dickens

IRLANDE :

Ils sont en danger de mort !

Dans le bloc H du camp de Long Kesh, au sud de Belfast, sept prisonniers politiques républicains sont entrés en grève de la faim depuis le 27 octobre. Décidés à aller jusqu'au bout de leur lutte pour obtenir le statut de prisonniers politiques, que le gouvernement britannique a retiré aux membres de l'IRA (Armée républicaine irlandaise) en mars 1976.

Depuis plusieurs années, 350 prisonniers mènent la lutte pour ce statut, en refusant de porter l'uniforme des "droit commun" (ils ne sont vêtus que de couvertures), en faisant la grève de l'hygiène, vivant aux milieux de leurs excréments.

Le combat engagé par les sept doit être soutenu sans réserves, cela d'autant plus qu'en Grande-Bretagne et dans les six comtés occupés de l'Irlande du Nord, aucune aide médicale n'est accordée aux grévistes de la faim. C'est dire que le gouvernement Thatcher s'apprête à laisser crever de faim, comme une vermine repoussante, ces "damnés Irlandais". Il dépend de la solidarité internationale d'empêcher l'impérialisme britannique d'ajouter un crime de plus à une liste déjà longue.

Ptr.